

**« Comprendre, analyser et documenter le système de sécurité :  
le rôle des organisations de la société civile en RCA et en RDC »**

L'African Security Sector Network (ASSN) et CORDAID ont organisé deux ateliers intitulés « Comprendre, analyser et documenter le système de sécurité : le rôle des organisations de la société civile » qui se sont tenus respectivement :

- à Bangui, en République centrafricaine (RCA) du 22 au 24 mai 2019;
- à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), du 27 au 29 mai 2019





## Contexte

Le programme « *Engaging Civil Society In Security And Justice Sector Reforms* » mis en œuvre par l'African Security Sector Network (ASSN), grâce au soutien de Cordaid et Oxfam depuis 2017, entend œuvrer à la mise en œuvre dans un certain nombre de pays de la Section H du Cadre d'Orientation de l'UA sur la RSS, spécifiquement relatif au rôle de la société civile, notamment à travers l'opérationnalisation des points suivants :

- La promotion du dialogue entre les différents segments de la société sur les questions relatives à la sécurité en tant que mesure destinée à créer un climat de confiance;
- La participation active à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques et législations relatives au secteur de la sécurité;
- La promotion et la défense de la culture de bonne gouvernance, des principes démocratiques, des droits de l'Homme et des libertés ainsi que de la justice sociale dans le secteur de la sécurité;
- La recherche et la formation sur les questions relatives à la sécurité ;
- Le plaidoyer et la sensibilisation sur les questions relatives à la sécurité, en particulier sur l'analyse du budget de la sécurité, le suivi et l'évaluation de la politique et de la pratique en matière de sécurité ; et
- La promotion pour la mise en œuvre du cadre d'orientation au niveau national, régional et continental.



### **Objectif de la session de formation**

La première phase du programme « *Engaging Civil Society In Security And Justice Sector Reforms* » a essentiellement consisté à transmettre à un nombre limité d'organisations de la société civile, en provenance de RCA, de RDC, du Burundi, du Niger, du Soudan du Sud et de la Somalie, un savoir d'ordre général sur le concept de RSS en général et sur la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en particulier, dans le cadre de plusieurs sessions de formation, tenues à Addis Abeba et organisées en lien étroit avec l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CEDEAO, CEEAC et IGAD).

Ces deux sessions de formation ont poursuivi un objectif plus spécifique et ont visé à approfondir les connaissances d'organisations de la société civile congolaises et centrafricaines en matière de RSS tout en les dotant d'instruments méthodologiques en matière de recherche afin qu'elles puissent jouer, de manière pertinente et documentée, le rôle de supervision du système de sécurité qui lui revient.

Il s'est agi ainsi, au cours de ces ateliers, de développer les capacités des OSC présentes à recueillir, analyser et rendre publiques les données et sources ouvertes relatives au système de sécurité de RDC et de la RCA, afin de produire des supports et documents facilement accessibles et compréhensibles pour les populations comme pour les autorités.

Les participants ont été notamment instruits des méthodes permettant de :

- conduire une évaluation globale et approfondie d'un système de sécurité, en s'appuyant sur une documentation et des informations fiables, circonstanciées et vérifiables;
- rédiger des rapports ainsi que des documents précis, synthétiques et argumentés sur les questions de sécurité.

En développant les compétences techniques et l'expertise des organisations de la société civile congolaises et centrafricaines en matière de RSS, ces sessions de formation entendaient ainsi contribuer à renforcer le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire en RDC et en RCA.